

RCS : QUIMPER
Code greffe : 2903

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de QUIMPER atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1987 B 00114
Numéro SIREN : 340 716 331
Nom ou dénomination : A S L G DISTRIBUTION

Ce dépôt a été enregistré le 18/04/2019 sous le numéro de dépôt 4219

« A S L G DISTRIBUTION »
Société par Actions Simplifiée
Au capital social de 170.000 euros
Siège Social : 4 Rue Robert Guichaoua
ZI de Kerdroniou - 29000 QUIMPER
340 716 331 RCS QUIMPER

**DECISIONS DES ASSOCIEES PRISE DANS UN ACTE
DU 25 FEVRIER 2019**

Les soussignées,

- **La société « FIDEGE »**, Société à Responsabilité Limitée au capital de 300.000 euros, ayant son siège social 160 rue Roberto Cabañas à GUIPAVAS (29490), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BREST sous le numéro 402 948 202,

représentée par l'un de ses gérants, **Monsieur Denis LE SAINT**, ayant tous pouvoirs à cet effet,

- **La société « CONTADIR »**, Société Civile au capital social de 10.000 euros, dont le siège social est fixé 160 rue Roberto Cabañas à GUIPAVAS (29490), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BREST sous le numéro 535 191 233,

représentée par sa gérante, la société « FIDEGE », elle-même représentée par **Monsieur Denis LE SAINT**, ayant tous pouvoirs à cet effet,

APRES AVOIR EXPOSE :

1°) Qu'elles sont les seules associées de la Société par Actions Simplifiée « A S L G DISTRIBUTION » dont le siège social est fixé 4 Rue Robert Guichaoua - ZI de Kerdroniou - 29000 QUIMPER, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de QUIMPER sous le numéro 340 716 331, et dont le capital de 170.000 euros est divisé en 3.550 actions réparties ainsi qu'il suit :

- **Société « FIDEGE »**, propriétaire de trois mille trois cent soixante-treize actions,
ci 3.373 actions

- **Société « CONTADIR »**, propriétaire de cent soixante-dix-sept actions,
ci 177 actions

Soit, au total : trois mille cinq cent cinquante actions, ci3.550 actions

2°) Que l'article 26 des statuts de la société prévoit que les décisions collectives peuvent résulter du consentement de tous les actionnaires exprimé dans un acte.



3°) Qu'elles ont pris connaissance des documents suivants :

- le rapport de la Présidente,
- les statuts de la société,
- les projets de décisions.

4°) Sont convenus de prendre les décisions suivantes concernant l'ordre du jour ci-après :

ORDRE DU JOUR

- *Modification de l'article 20 des statuts ;*
- *Modification de l'article 23 des statuts ;*
- *Pouvoirs en vue des formalités.*

PREMIERE DECISION

(Modification de l'article 20 des statuts)

La collectivité des associées décide de modifier l'article 20 des statuts intitulé « COMMISSAIRES AUX COMPTES » comme suit :

Ancienne rédaction

« La collectivité des associés désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants. »

Nouvelle rédaction

« La nomination d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaire est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Lorsqu'un Commissaire aux Comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un Commissaire aux Comptes suppléant appelé à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, est nommé en même temps que le titulaire pour la même durée, si la loi rend cette nomination obligatoire.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux Comptes titulaire et/ou d'un Commissaire aux Comptes suppléant est facultative, la collectivité des associés peut, à la majorité prévues pour les décisions collectives ordinaires procéder à ces désignations si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux Comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés pour la durée prévue par la loi.

Cette durée est actuellement de six exercices sociaux.

Si la loi l'autorise, et dans les limites qu'elle fixe, la collectivité des associés pourra décider de fixer une durée différente.

Les fonctions du ou des Commissaires aux comptes expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du dernier exercice social contrôlé.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société. »

DEUXIEME DECISION

(Modification de l'article 23 des statuts)

La collectivité des associées décide de supprimer le premier alinéa de l'article 23 des statuts intitulé « REGLES DE MAJORITE ».

TROISIEME DECISION

(Pouvoirs en vue des formalités)

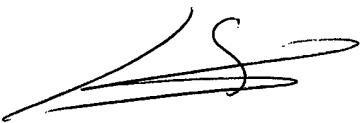
La collectivité des associées donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales qu'il appartiendra.

Le présent acte sera consigné sur le registre des délibérations d'associés tenu au siège social.

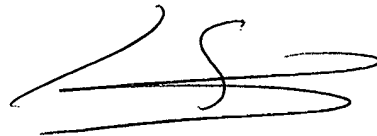
Fait à GUIPAVAS

Le 25 février 2019

Société « FIDEGE »



Société « CONTADIR »



« A S L G DISTRIBUTION »
Société par Actions Simplifiée
Au capital social de 170.000 euros
Siège Social : 4 Rue Robert Guichaoua
ZI de Kerdroniou - 29000 QUIMPER
340 716 331 RCS QUIMPER

**DECISIONS DES ASSOCIEES PRISE DANS UN ACTE
DU 26 FEVRIER 2019**

Les soussignées,

- **La société « FIDEGE »**, Société à Responsabilité Limitée au capital de 300.000 euros, ayant son siège social 160 rue Roberto Cabañas à GUIPAVAS (29490), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BREST sous le numéro 402 948 202,

représentée par l'un de ses gérants, **Monsieur Denis LE SAINT**, ayant tous pouvoirs à cet effet,

- **La société « CONTADIR »**, Société Civile au capital social de 10.000 euros, dont le siège social est fixé 160 rue Roberto Cabañas à GUIPAVAS (29490), immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BREST sous le numéro 535 191 233,

représentée par sa gérante, la société « FIDEGE », elle-même représentée par **Monsieur Denis LE SAINT**, ayant tous pouvoirs à cet effet,

APRES AVOIR EXPOSE :

1°) Qu'elles sont les seules associées de la Société par Actions Simplifiée « A S L G DISTRIBUTION » dont le siège social est fixé 4 Rue Robert Guichaoua - ZI de Kerdroniou - 29000 QUIMPER, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de QUIMPER sous le numéro 340 716 331, et dont le capital de 170.000 euros est divisé en 3.550 actions réparties ainsi qu'il suit :

- **Société « FIDEGE »**, propriétaire de trois mille trois cent soixante-treize actions,
ci 3.373 actions

- **Société « CONTADIR »**, propriétaire de cent soixante-dix-sept actions,
ci 177 actions

Soit, au total : trois mille cinq cent cinquante actions, ci3.550 actions

2°) Que l'article 26 des statuts de la société prévoit que les décisions collectives peuvent résulter du consentement de tous les actionnaires exprimé dans un acte.

3°) Qu'elles ont pris connaissance des documents suivants :

- le rapport de la Présidente,
- le rapport spécial du commissaire aux comptes,
- les statuts de la société,
- les projets de décisions.

4°) Sont convenus de prendre les décisions suivantes concernant **l'ordre du jour** ci-après :

ORDRE DU JOUR

- *Augmentation de capital par apports en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles ;*
- *Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'un actionnaire de la Société ;*
- *Principe d'une augmentation de capital social réservée aux salariés avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 alinéa 1 du Code de commerce ;*
- *Réduction du capital social motivée par des pertes par diminution de la valeur nominale des actions ;*
- *Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts ;*
- *Constatation de la reconstitution des capitaux propres ;*
- *Mandat du commissaire aux comptes suppléant ;*
- *Pouvoirs en vue des formalités.*

PREMIERE DECISION

(Augmentation de capital par apports en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles)

La collectivité des associées, après avoir pris connaissance du rapport de la Présidente ainsi que du rapport spécial du commissaire aux comptes et constaté que le capital social était intégralement libéré, décide sous condition d'adoption de la deuxième décision d'augmenter ledit capital d'une somme de 122.129 euros pour le porter de 170.000 euros à 292.129 euros à libérer intégralement en numéraire ou par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société par la création et l'émission de 2.550 actions.

Ces actions nouvelles seront émises au prix de 47,89 euros (*valeur arrondie de la valeur nominale de 47,887323943662 €, soit 170.000 euros/3.550*).

Elles seront libérées de la totalité de leur montant lors de la souscription.

Les souscriptions pourront être libérées, soit au moyen de versements en numéraire, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société.

Ces actions nouvelles porteront jouissance à compter de la réalisation définitive de l'augmentation de capital susvisée.

Pour le surplus elles seront, dès leur création, complètement assimilées aux actions anciennes et soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des assemblées générales.



DEUXIEME DECISION

(Suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit d'un actionnaire de la Société)

La collectivité des associées, après avoir pris connaissance du rapport de la Présidente et celui du Commissaire aux comptes, de l'attestation de compte courant établie par la Présidente, et constaté que le compte courant d'associée de la société FIDEGE s'établit au minimum à 122.129 euros,

décide, conformément aux dispositions de l'article L. 225-138 du Code de commerce, de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux associés par l'article L. 225-132 du Code de commerce et par l'article 8 des statuts et de réserver la souscription des 2.550 Actions Nouvelles émises au titre de la première résolution en totalité à :

Bénéficiaire de la suppression du droit préférentiel de souscription	Montant de l'augmentation en nominal	Nombre d'actions réservées
La Société FIDEGE (actionnaire)	122.129 €	2.550
TOTAL	122.129 €	2.550

TROISIEME DECISION

(Souscription à l'augmentation de capital par la Société FIDEGE)

La collectivité des associées, constate que l'intégralité des 2.550 Actions Nouvelles se trouve dès à présent souscrite par la Société FIDEGE, associée, ici présente et représentée par Monsieur Denis LE SAINT, co-gérant, qui accepte.

La Société FIDEGE a libéré intégralement le montant de sa souscription, dans les conditions suivantes :

a versé la somme de :	0 euros
a accepté une compensation avec sa créance de compte-courant d'associée liquide et exigible dans les livres de la société, à concurrence d'un montant de :	122.129 euros
Soit au total :	122.129 euros

La somme de 122.129 euros, versée par compensation, est reconnue effectivement certaine, liquide et exigible par l'assemblée conformément à l'attestation de la présidente établie ce jour et certifiée.

Il résulte des constatations ci-dessus que l'augmentation de capital décidée dans la première décision se trouve intégralement souscrite, que les Actions Nouvelles sont entièrement libérées et attribuées à la Société FIDEGE, que la créance valablement compensée était certaine, liquide et exigible et que ladite augmentation de capital se trouve définitivement et régulièrement réalisée.

(Signature)

QUATRIEME DECISION

(Principe d'une augmentation de capital social réservée aux salariés en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 alinéa 1 du Code de commerce)

La collectivité, après avoir entendu la lecture du rapport de la Présidente et du rapport spécial du Commissaire aux Comptes,

décide en application des dispositions de l'article L. 225-129-6 du Code de commerce de ne pas réserver aux salariés de la Société une augmentation de capital par émission d'actions de numéraire aux conditions prévues aux articles L. 3332-18 à L. 3332-24 du Code du travail.

CINQUIEME DECISION

(Réduction du capital social motivée par des pertes par diminution de la valeur nominale des actions)

La collectivité des associées, après avoir pris connaissance du rapport de la Présidente ainsi que du rapport spécial du commissaire aux comptes et constaté la réalisation définitive de l'augmentation de capital social,

et après avoir constaté que les pertes apparaissant dans les comptes au 31 décembre 2017 approuvés le 28 juin 2018 s'établissaient à 1.644.721,62 euros soit, après déduction de la réserve légale et du poste autres réserves, un montant de pertes de 636.144,69 euros.

décide de réduire le capital social d'un montant de 170.129 euros pour le ramener de 292.129 euros à 122.000 euros par apurement des pertes à hauteur de 170.129 euros et par réduction de la valeur nominale des actions.

La valeur nominale des actions est ramenée de 47,89 euros à 20 euros.

SIXIEME DECISION

(Modification corrélative des articles 6 et 7 des statuts)

La collectivité des associées constatant la réalisation définitive des opérations d'augmentation et réduction de capital décidées dans les décisions qui précèdent, décide de modifier les articles 6 « Apports » et 7 « Capital social » des statuts à compter de ce jour.

A l'article 6 « Apports », il est ajouté le paragraphe suivant :

« Aux termes des décisions des associées prises dans un acte du 26 février 2019, la Société a procédé à une augmentation de capital de 122.129 euros entièrement souscrite et libérée par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société et par l'émission de 2.550 actions nouvelles, émises au prix de 47,89 euros, suivie d'une réduction du capital social motivée par des pertes, à hauteur de 170.129 euros et par diminution de la valeur nominale de chaque action de 47,89 euros à 20 euros ».

Le reste de l'article sans changement.



L'article 7 « Capital social » des statuts sera désormais rédigé comme suit :

« Le capital social est fixé à la somme de CENT VINGT DEUX MILLE EUROS (122.00 €).

Il est divisé en SIX MILLE CENT (6.100) actions de VINGT EUROS (20 €) de valeur nominale chacune intégralement libérées, toutes de même catégorie. »

SEPTIEME DECISION

(Constatation de la reconstitution des capitaux propres)

La collectivité des associées, constate qu'en raison des opérations d'augmentation et de réduction du capital social qui précèdent, les capitaux propres de la société s'établissent à + 197.701,84 euros et se trouvent reconstitués à hauteur de plus de la moitié du capital social, et qu'il convient de faire procéder à une inscription modificative au registre du commerce et des sociétés.

HUITIEME DECISION

(Mandat du commissaire aux comptes suppléant)

La collectivité des associées, après avoir pris connaissance du courrier de démission du 15 octobre 2018 de Madame Danielle LAMANDE VESQUE, constate sa démission de ses fonctions de commissaire aux comptes suppléant, à compter du même jour, en raison de la cessation de son activité professionnelle.

Conformément aux dispositions de l'article L. 823-1 du Code de commerce et de l'article 20 des statuts, les associées décident de ne pas pourvoir à son remplacement.

NEUVIEME DECISION

(Pouvoirs en vue des formalités)

La collectivité des associées, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités légales qu'il appartiendra.

Le présent acte sera consigné sur le registre des délibérations d'associés tenu au siège social.

Fait à GUIPAVAS
Le 26 février 2019

Société « FIDEGE »

Société « CONTADIR »

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT
QUIMPER 1

Le 15/03/2019 Dossier 2019 00011509, référence 2904P01 2019 A 00481

Enregistrement : 125 € Penalités : 0 €

Total liquidé : Cent vingt-cinq Euros

Montant reçu : Cent vingt-cinq Euros

L'Agent administratif principal des finances publiques

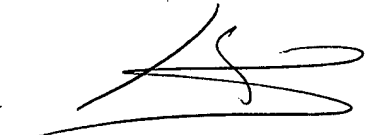
Sandie MARZIN

COPIE

“ A S L G DISTRIBUTION ”

Société par Actions Simplifiée
Au capital social de 122.000 euros
Siège Social : 4 Rue Robert Guichaoua
ZI de Kerdroniou - 29000 QUIMPER
340 716 331 RCS QUIMPER

Certifiée Conforme



STATUTS

(mis à jour suite aux décisions des associées prises dans un acte du 26 février 2019)

TITRE I

FORME - DENOMINATION SOCIALE

OBJET - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La SOCIETE DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE, par abréviation SODIAL a été constituée sous la forme de société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seings privés en date du 23 MARS 1987, enregistré à QUIMPER-EST, le 25 MARS 1987, F° 59, N° 156/26 puis transformée en société anonyme aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 2 AVRIL 1990.

Elle a été transformée en Société par Actions Simplifiée suivant décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires en date du 19 NOVEMBRE 2002, statuant à l'unanimité.

La Société continue d'exister entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement.

Elle est régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts. Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée.

ARTICLE 2 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est :

« A S L G DISTRIBUTION »

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : Z.I. de Kerdroniou, 4, rue Roberto Guichaoua - 29000 QUIMPER.

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 4 – OBJET

La Société continue d'avoir pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'Etranger :

- La distribution de tous produits de charcuterie, volailles, plats préparés et tous autres produits alimentaires,

- Le transport public routier de marchandises, la location de véhicules industriels avec conducteur destinés au transport de marchandises.

Pour réaliser cet objet, la société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient, dès lors qu'ils contribuent ou peuvent contribuer, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités ci-dessus définies ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux, industriels ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation et l'exploitation de tous établissements se rapportant à ces activités.

La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à ces activités ou à tout autre objet similaire ou connexe.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la Société reste fixée à **99 ans** à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution sont prises par décision collective des associés.

TITRE II

APPORTS – CAPITAL – FORME DES ACTIONS DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 6 – APPORTS

I – Lors de sa constitution, il a été fait apport à la présente société d'une somme en numéraire de CINQUANTE MILLE FRANCS, ci.....50.000 F
=====

II – Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 2 AVRIL 1990, le capital social a été augmenté :

a) d'une somme de DEUX CENT MILLE FRANCS, ci.....200.000 F
pour le porter à 250.000 F, par incorporation de réserves prélevées
sur les réserves les plus anciennes figurant au passif du bilan sous
la rubrique « AUTRES RESERVES ».

b) d'une somme de SIX CENTS FRANCS, ci..... 600 F
pour le porter à 250.600 F en numéraire et par la création de 6 parts
nouvelles de 100 F chacune, à libérer intégralement à la
souscription.

III – Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 8 SEPTEMBRE 2000, le capital social a été converti en unités Euro et augmenté d'une somme de 81.796,28 euros, par voie d'incorporation de réserves, pour être porté à 120.000 euros.

IV - Aux termes d'un procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 15 DECEMBRE 2011, les associés ont approuvé le projet de traité de fusion par absorption de la société LE GALL Distribution, et ont décidé d'augmenter le capital d'une somme de 44 538 euros en rémunération de l'apport net de la société LE GALL Distribution. Aux termes du même procès-verbal, le capital social a été augmenté d'une somme de 5 462 euros par incorporation de réserves prélevée sur le poste « Prime de fusion », pour être porté à 170.000 euros.

Aux termes des décisions des associées prises dans un acte du 26 février 2019, la Société a procédé à une augmentation de capital de 122.129 euros entièrement souscrite et libérée par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société et par l'émission de 2.550 actions nouvelles, émises au prix de 47,89 euros, suivie d'une réduction du capital social motivée par des pertes, à hauteur de 170.129 euros et par diminution de la valeur nominale de chaque action de 47,89 euros à 20 euros.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CENT VINGT DEUX MILLE EUROS (122.00 €).

Il est divisé en SIX MILLE CENT (6.100) actions de VINGT EUROS (20 €) de valeur nominale chacune intégralement libérées, toutes de même catégorie.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

1. Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du Président.

2. Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

3. En cas d'augmentation de capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

4. Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la fraction du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

ARTICLE 9 – FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 10 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1. Toute action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toute exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

2. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

4. Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.

5. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

TITRE III

TRANSMISSION DES ACTIONS – EXCLUSION D'ASSOCIES

ARTICLE 11 – DISPOSITIONS COMMUNES APPLICABLES AUX CESSIONS D'ACTIONS

1. Définitions

a) Cessions : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) Action ou Valeur mobilière : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et /ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

2. Modalités de transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements côté et paraphé.

ARTICLE 12 – PREEMPTION

1. Toute cession des actions de la Société même entre associés est soumise à un respect du droit de préemption conféré aux associés, et ce dans les conditions ci-après :

2. L'associé cédant notifie au Président et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception son projet de cession mentionnant :

. Le nombre d'actions concernées,

. Les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale : dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux,

. Le prix et les conditions de la cession projetée.

La date de réception de la notification de l'associé cédant fait courir un délai de trois mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés en totalité sur les actions concernées, le cédant pourra réaliser librement la cession projetée, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 13 des statuts.

3. Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions faisant l'objet du projet de cession. Ce droit de préemption est exercé par notification au Président dans les deux mois au plus tard de la réception de la notification ci-dessus visée. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception précisant le nombre d'actions que chaque associé souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de deux mois prévu au 3 ci-dessus et avant celle du délai de trois mois fixé au 2 ci-dessus, le président doit notifier à l'associé cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption.

Si les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les actions concernées sont réparties par le Président entre les associés qui ont notifié leur volonté d'acquérir au prorata de leur participation au capital de la Société et dans la limite de leurs demandes.

Si les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 13 ci-après.

5. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession des actions devra être réalisée dans un délai de 30 jours moyennant le prix mentionné dans la notification de l'associé cédant.

ARTICLE 13 - CLAUSE D'AGREMENT

1. Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; les actions du cédant n'étant pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

3. Le Président dispose d'un délai de trois mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert de actions doit être réalisé au plus tard dans les 30 jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai d'un mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois, l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code Civil.

ARTICLE 14 – MODIFICATIONS DANS LE CONTROLE D'UN ASSOCIE

1. En cas de modification au sens de l'article L 355-1 de la loi du 24 juillet 1966 du contrôle d'un associé, celui-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dans un délai de 15 jours du changement de contrôle. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôleurs.

Si cette procédure n'est pas respectée, l'associé dont le contrôle est modifié pourra être exclu de la Société dans les conditions prévues à l'article 15.

2. Dans le délai de 30 jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en oeuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de l'associé dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article 15. Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

ARTICLE 15 – EXCLUSION D'UN ASSOCIE

Exclusion de plein droit

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

Exclusion facultative

Cas d'exclusion

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- . Violation des dispositions des présents statuts,
- . Exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société,
- . Révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social,
- . Condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé.

Modalités de la décision d'exclusion

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée ne participe pas au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

Formalités de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- . notification à l'associé concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée 15 jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des associés, de la mesure d'exclusion envisagée, des motifs de cette mesure et de la date de la réunion devant statuer sur l'exclusion, cette notification devant également être adressée à tous les autres associés ;

- . convocation de l'associé concerné à une réunion préalable des associés tenue au plus tard 15 jours avant la date prévue pour la consultation des associés sur la décision d'exclusion, afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense, soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.

Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion, qui peut être prise tant en présence qu'en l'absence de l'associé concerné, prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application des clauses d'agrément et/ou de préemption prévues aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 60 jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code Civil.

ARTICLE 16 – NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles 12 à 14 des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

TITRE IV

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS COMMISSAIRE AUX COMPTES

ARTICLE 17 – PRESIDENT DE LA SOCIETE

Désignation

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société, désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Durée des fonctions

Le Président est nommé sans limitation de durée.

La révocation du Président ne peut intervenir que pour un motif grave. Elle est prononcée par décision collective unanime des associés autres que le Président. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi ouvrira droit à une indemnisation du Président.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- . Dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale,

- . Exclusion du Président associé,

- . Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des associés.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Toutefois, à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Président ne pourra prendre les décisions suivantes qu'après autorisation préalable de la collectivité des associés :

- . Investissements supérieurs à 80.000 €,

- . acquisition ou cession de fonds de commerce ou d'éléments de fonds de commerce,

- . Prise ou mise en location gérance de fonds de commerce,

- . Acquisition et cession de participations,

- . Octroi de garanties sur l'actif social,

- . Abandon de créances.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 18 – DIRECTEUR GENERAL

Désignation

Le président peut donner mandat à une personne morale ou à ne personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions de Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, et jusqu'à la nomination du nouveau président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

. Dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale,

. Exclusion du Directeur Général associé,

. Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 19 des statuts.

Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers, sauf en cas de délégation spéciale et écrite du Président.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

ARTICLE 19 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

Toute convention, y compris celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales intervenant entre la Société et l'un des membres de ses organes de direction, directement ou par personne interposée, ou entre la Société et une autre société ou entreprise dans laquelle l'un des membres des organes de direction est titulaire d'un mandat social doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Les Commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

ARTICLE 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La nomination d'un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaire est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Lorsqu'un Commissaire aux Comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un Commissaire aux Comptes suppléant appelé à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, est nommé en même temps que le titulaire pour la même durée, si la loi rend cette nomination obligatoire.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux Comptes titulaire et/ou d'un Commissaire aux Comptes suppléant est facultative, la collectivité des associés peut, à la majorité prévues pour les décisions collectives ordinaires procéder à ces désignations si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux Comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux Comptes sont nommés pour la durée prévue par la loi.

Cette durée est actuellement de six exercices sociaux.

Si la loi l'autorise, et dans les limites qu'elle fixe, la collectivité des associés pourra décider de fixer une durée différente.

Les fonctions du ou des Commissaires aux comptes expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du dernier exercice social contrôlé.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

ARTICLE 21 - REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du Comité d'Entreprise exercent les droits prévus par l'article L 432-6 du Code du travail auprès du Président.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 22 – DECISIONS COLLECTIVES OBLIGATOIRES

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

1) Décisions de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire :

- modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction,
- fusion, scission, apport partiel d'actifs,
- dissolution,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social,
- nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation,
- agrément des cessions d'actions,
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote.

2) Décisions de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire :

- nomination des Commissaires aux comptes,
- nomination, rémunération, révocation du Président,
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants,
- autorisation des décisions du Président visées à l'article 18 des présents statuts.

ARTICLE 23 – REGLES DE MAJORITE

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoqués.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales,
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés.

ARTICLE 24 – MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès verbal signé par tous les associés.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 25 – ASSEMBLEES

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie et par internet.

Le président de séance établit un procès verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article 27 ci-après.

ARTICLE 26 – PROCES VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et par les associés présents.

Les procès verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visées ci-dessus.

ARTICLE 27 – INFORMATION PREALABLE DES ASSOCIES

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés 8 jours avant la date d'établissement du procès verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social et, le cas échéant, prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels, et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL – COMPTES ANNUELS **AFFECTATION DES RESULTATS**

ARTICLE 28 – EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1^{er} Janvier et finit le 31 Décembre.

ARTICLE 29 – ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 30 – AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme ne cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE VII

DISSOLUTION – LIQUIDATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 31 – DISSOLUTION – LIQUIDATION DE LA SOCIETE

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

TITRE VIII

CONTESTATIONS

ARTICLE 32 – CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au Tribunal de Commerce du lieu du siège social.